

Près de 600 personnes se sont réunies jeudi sur la plaine de Plainpalais. Si les stars complotistes étaient présentes, de nombreux restaurateurs composaient la foule

# Réouverture des commerces réclamée

GUSTAVO KUHN

**Covid** ▶ «Laissez-nous travailler!», «Qui va payer l'addition?», pouvait-on lire sur des panneaux brandis jeudi après-midi sur la plaine de Plainpalais. La réouverture des commerces genevois a une nouvelle fois été réclamée, cette fois à l'appel de la Société des cafetiers.

Dans la foule de près de 600 personnes, les patrons de café et restaurant sont nombreux. «Je ne peux vendre que les produits de boulangerie à l'emporter, proteste Lupo Terry, gérante d'un tea-room à Perly. Au printemps, j'ai déjà subi 80% de pertes. Cette fois, que 50%, mais on n'en peut plus. On veut rouvrir. On veut travailler. Je ne comprends pas pourquoi les coiffeurs sont autorisés à reprendre et pas nous.» Mercredi, le Conseil d'Etat a en effet annoncé la réouverture des «soins à la personne» dès samedi, mais a maintenu l'ordre de clôture des lieux de restauration et d'autres types de commerce.

## «Aides insuffisantes»

«Mon restaurant est fermé, les aides ne sont pas encore là, mon staff est en RHT, mais je dois payer les charges, déplore de son côté Christophe Thuet, patron de La Table du croquant, à Carouge. Je ne veux pas polémiquer. Je ne juge pas de la nécessité des mesures. Mais si on ne nous laisse pas travailler, il faut au moins nous soutenir correctement, qu'on ne perde pas d'argent.»

Tous ne sont cependant pas du métier. Daniel, «indépendant dans l'événementiel», qui «a beaucoup souffert de la crise et ne touche que des indemnités honteuses», est par exemple venu en soutien aux commerçants. Des vigneronnes sont aussi présents. «Nous n'avons pas été fermés mais nous sommes très touchés, explique Willy Crete-



Les restaurateurs ont reçu le soutien d'autres branches directement touchées par la fermeture des établissements, notamment les vigneronnes. JPDS

gny, du domaine de la Devinière à Satigny. Les restaurants n'écoulaient plus nos vins et il n'y a plus aucun événement.» «Pas d'assemblée générale, pas d'anniversaire, pas de mariage, pas d'enterrement, détaille son confrère Claude-Alain Chollet, du domaine des Champs-Lingots, à Chevrens. C'est très difficile pour nous.»

Des politiciens et des représentants patronaux montrent également leur soutien, à l'image du député libéral-radi-

**«Si on ne nous laisse pas travailler, il faut au moins nous soutenir correctement»**

Christophe Thuet

cal et **directeur de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CICG), Vincent Subilia.** «Nous entendons le cri du cœur des commerçants, explique l'élu. Il y a une tragédie sanitaire, mais aussi une tragédie économique. Il ne faut pas que le remède se révèle pire que le mal.»

## Les complotistes au micro

Sur la petite scène montée pour l'occasion sur la plaine, le pré-

sident de la Société des cafetiers, Laurent Terlinchamp, dénonce le fait que «les aides ne correspondent pas aux besoins». Après lui, Yves Menoud, secrétaire patronal de la Nouvelle Organisation des entrepreneurs, est aussi très critique: «Les trams sont bondés, mais les commerces, qui respectent les règles de sécurité, sont fermés. Ce n'est pas normal.»

Par la suite, se succèdent au micro quelques «stars» des milieux complotistes, tels Ema

Krusi ou Jean-Dominique Michel, qui affirme qu'il n'y a «pas de surcharge aux soins intensifs pour la saison». Certaines d'entre elles soulèvent des applaudissements au sein d'un public pourtant très largement masqué. Mais créent aussi un malaise. «C'est vraiment dommage qu'on leur donne la parole, déplore Alain Akar, de l'Auberge communale de Thônex. Nous ne sommes pas là pour chercher des problèmes mais pour demander des solutions. Nous devons nourrir nos familles et payer nos employés.»

Ces derniers sont «les grands oubliés des discours», regrette d'ailleurs René Fracheboud, patron du bistrot Le Dix-Vins, à Carouge. «Personne ne parle des collaborateurs. Aux RHT, ils ne touchent que 80% du salaire. Et impossible pour nous de compenser.»

## Pas l'unanimité

Mais tous les restaurateurs ne demandent pas la réouverture de leurs locaux. Ainsi, un message signé par trois bistrotiers genevois, le Boteco, le Zaï Zaï et Les 4 coins, a beaucoup tourné depuis mercredi sur les réseaux sociaux. Le texte explique qu'ils sont «contre l'amalgame de problématiques complètement différentes». «Les salons de coiffure, les magasins de chaussures, les bars ou même les discothèques n'ont pas les mêmes réalités, pas les mêmes besoins, et ne posent pas les mêmes difficultés en termes de risques de contamination. Nous ne pouvons que nous désolidariser d'une manifestation qui demande la réouverture de tout sans distinction et sans prise en compte des recommandations scientifiques!» affirment-ils. Avant de conclure: «En revanche, nous sommes pour une vraie réflexion sur des aides financières utiles et efficaces pour sauver nos métiers et nos entreprises.» I